

Québec, Ottawa et le secteur privé

Les chercheurs sont eux aussi frappés par la récession

Chaque année, des centaines de millions de dollars sont versés aux universitaires pour leurs travaux de recherche. Les Québécois peuvent s'estimer chanceux, eux qui bénéficient de fonds à la fois fédéraux et provinciaux. «Ce ne sont pas toutes les provinces qui offrent ce type de crédit», assure Dominique Robitaille, directrice du service de la recherche et de la création de l'UQAM.

HÉLÈNE ROULOT-GANZMANN

«Les budgets québécois pour la recherche sont plus modestes que ceux du gouvernement fédéral, mais c'est quand même significatif, car ils ne financent que les chercheurs rattachés aux universités québécoises», dira Dominique Robitaille.

De fait, un chercheur souhaitant lancer un programme de recherche se retrouve devant plusieurs sources de financement possibles, selon son domaine. Trois fonds principaux au niveau fédéral: le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG), le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) et les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC); trois fonds correspondants au niveau provincial: le Fonds québécois de recherche sur la nature et les technologies (FQRNT), le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC) et le Fonds de la recherche en santé du Québec (FRSQ). Autre grand guichet: la Fondation canadienne pour l'innovation, qui ne finance cependant pas la recherche elle-même mais plutôt toutes les infrastructures: bâtiments, locaux, équipements, etc.

Le 40-40-20

Mais, de plus en plus, les chercheurs sont obligés de multiplier les dossiers de financement. Si, auparavant, les projets étaient financés à 100 % par l'un ou l'autre de ces organismes, ceux-ci n'acceptent maintenant de prendre en charge qu'une partie du projet. «Par exemple, le fédéral va prendre 40 % du programme, le provincial, 40 %, et il va rester 20 % à trouver, soit dans les fonds propres de l'université, explique Augustin Brais, directeur du Bureau de la recherche et du Centre de développement technologique de l'École polytechnique (BRCDT), soit à l'étranger via les programmes-cadres européens ou des fondations aux États-Unis, soit directement dans nos ministères, qui eux aussi possèdent des crédits à allouer à des thématiques données, soit encore en se tournant vers des contributeurs industriels. À l'École polytechnique, les activités de re-

cherche sont financées à 40 % par le secteur privé.»

Une tendance qui pose problème notamment aux chercheurs relevant des facultés de sciences humaines. Car, si les industriels et même les ministères sont prêts à subventionner des programmes en santé ou en génie, y voyant une possibilité de retombées rapides, le développement d'un produit à commercialiser, il n'en va pas de même pour l'histoire, la sociologie ou même la culture.

«La recherche fondamentale est la grande laissée-pour-compte, estime Augustin Brais. On croit souvent que c'est à cause de l'injection grandissante de

fonds privés dans la recherche universitaire, mais ce n'est pas aussi clair: même du côté des gouvernements, c'est une tendance de fond que de préférer les programmes susceptibles d'avoir une utilité à court terme. Or c'est être myope que d'aller dans ce sens. Oui, la recherche fondamentale, ça coûte cher, surtout en sciences naturelles et en génie, mais elle est cruciale. De grandes inventions comme le laser ou le transistor en sont issues. Demain, il faudra probablement trouver le moyen de faire des ordinateurs autrement, car les technologies actuelles commencent à plafonner. Ça passera par la recherche fondamentale. Et c'est vrai également en sciences humaines: prenez notre rapport à l'automobile. Il va bien falloir un jour nous convaincre de changer de comportement. Mais, pour y parvenir, il faudra savoir nous parler, savoir comment nous toucher pour accélérer ce passage. Et ça, ça prend des chercheurs pour y réfléchir.»

Même discours de la part de Dominique Robitaille: «Il y a des domaines dans lesquels les gou-



Dominique Robitaille



vernements sont plus enclins à investir, estime-t-elle. Par exemple, les forêts, l'eau, les milieux souterrains sont privilégiés aujourd'hui, parce que ce sont des questions d'actualité. Alors, forcément, les chercheurs n'ont pas d'autre choix que de s'intégrer au sein des programmes disponibles. Par conséquent, il y a des axes qui sont mis de côté.»

Autre tendance qui pose problème: celle qui pousse les organismes de financement à ne s'engager que pour un an, au lieu de trois ans comme c'était souvent le cas auparavant. «Quand un laboratoire décroche une bourse, le gros de l'argent obtenu sert principalement à faire travailler des étudiants, explique Dominique Robitaille. Si le financement n'est pas renouvelé au bout d'un an, ce qui arrive, il est difficile de poursuivre le programme.»

«C'est très grave, ajoute Augustin Brais, car le fait d'engager des étudiants dans nos laboratoires de recherche, ça permet de les former. En réduisant ces budgets, on handicape l'avenir.»

Mais le grand cheval de bataille des chercheurs aujourd'hui, c'est ce qu'ils appellent les coûts indirects. Car les subventions allouées aux laboratoires correspondent aux sommes nécessaires pour les activités de recherche. «Mais il faut faire vivre les installations, construire des bâtiments parfois, faire fonctionner des infrastructures à la pointe de la technologie, les remplacer, on a besoin d'un personnel ayant une certaine expertise, note Dominique Robitaille. Certains programmes prennent en charge ce type de dépenses, mais les montants ont tendance à baisser et ce sont de plus en plus les universités qui en assument les coûts.»

«Tous ces frais indirects, ce n'est pas très "sexy", confirme Augustin Brais. Ce n'est pas comme de dire: "Moi, je suis un gouverneur qui vient de financer pour 500 000 dollars tel projet", qui porte un nom accrocheur, qui se publie bien. Quand on vient les voir pour parler de l'intendance, c'est un peu plus difficile.»

Collaboratrice du Devoir